

Les productions bovines françaises peuvent relever le défi alimentaire mondial

Laurent MASCARON

PROSPECTIVE

Les forces et les faiblesses de la filière bovine française ont été présentées lors du symposium EVA 2015 organisé par Merial, à Nantes. Promouvoir la qualité et le *made in France* font partie des messages à privilégier pour une filière dans laquelle le vétérinaire doit prendre toute sa place en raison de ses connaissances, qui lui permettent aussi de constituer un relais de communication efficace vers le grand public.

Notre confrère Erwan Le Bris (directeur de l'activité ruminants et équidés de Merial) a présenté le symposium EVA 2015 organisé par Merial, à Nantes, consacré à la place du vétérinaire dans les productions bovines.

Alors que de nombreux agriculteurs et leurs représentants alertent les pouvoirs publics et l'opinion sur les difficultés de leur profession, force est de constater que la demande alimentaire mondiale se porte bien. La croissance démographique est tonique (+ 230 000 habitants par jour sur la planète) et une partie des consommateurs de demain est déjà là (la moitié de la population mondiale a moins de 29 ans).

Vincent Chatellier (économiste à l'Inra*) a indiqué que « *d'ici dix ans, la consommation mondiale de viande bovine pourrait augmenter de 13 % et celle des produits laitiers de 20 % en raison principalement de l'essor observé dans les pays en développement* ».

Si les échanges internationaux représentent une part encore limitée de la production (7 % en lait et 14 % en viande bovine), ces taux devraient progresser sous l'influence de l'inégalité territoriale de la croissance démographique (surtout concentrée en Asie) et du coût modéré du transport par mer (par rapport aux modes de transport terrestres).

Dans un contexte mondial caractérisé par une baisse des disponibilités en terres arables, l'augmentation de la productivité du foncier devient un enjeu important.

L'agriculture française est-elle encore compétitive ?

Vincent Chatellier a rappelé quelques faits relatifs à la conjoncture difficile du moment : le nombre d'emplois relevant des exploitations agricoles a été divisé par deux en vingt-cinq ans ; le coût des intrants a augmenté de l'ordre de 30 % depuis 2007 ; la volatilité des prix est pénalisante pour de nombreux agriculteurs et constitue un facteur d'aggravation des différentiels de revenus entre exploitations ; les aides directes de la Pac** représentent, en moyenne, près de 80 % du revenu des agriculteurs français ; la balance commerciale agro-alimentaire de la France s'est détériorée avec les pays partenaires de l'Union européenne (UE), ces derniers bénéficiant de normes sociales, fiscales et environnementales parfois plus avantageuses.

L'agriculture française bénéficie en revanche de nombreux atouts : la France est le premier



Laurent Mascaron

▲ Notre confrère Erwan Le Bris (directeur de l'activité ruminants et équidés de Merial) a présenté le symposium EVA consacré à la place du vétérinaire dans les productions bovines.

« L'agriculture française bénéficie de nombreux atouts. »

« La France a une balance commerciale positive pour les bovins vivants. »



Laurent Mascaron

▲ « D'ici dix ans, la consommation mondiale de viande bovine pourrait augmenter de 13 % et celle des produits laitiers de 20 % en raison principalement de l'essor observé dans les pays en développement », indique Vincent Chatellier (économiste à l'Inra).

pays agricole de l'UE, les ressources foncières sont importantes, le prix du foncier est bas par rapport à la concurrence et le potentiel agronomique des sols est satisfaisant, le niveau d'endettement des exploitations (30 % en bovins viande et 40 % en lait) est raisonnable et n'a pas beaucoup augmenté, l'encadrement technique des élevages est de bon niveau.

Concernant les productions bovines, la France reste importatrice de viandes et exportatrice de lait et produits laitiers.

S'adapter à la fin des quotas

« Le secteur laitier bénéficie d'un soutien important du marché domestique avec une consommation de 320 kg en équivalent lait par habitant et par an : c'est l'une des meilleures performances mondiales (109 kg en moyenne mondiale et 41 kg en Chine) mais la tendance est malheureusement à la baisse (avec un fort recul de la consommation de lait liquide) », a indiqué Vincent Chatellier.

Dans un contexte de volatilité accentuée des prix et d'abandon des quotas en avril 2015, la restructuration et la modernisation progressive des exploitations laitières sont engagées depuis de nombreuses années. On comptait en 2015 63 000 exploitations laitières en France (-5 % par an au cours de la précédente décennie), assez hétérogènes en termes de taille et de performances (coûts de production du lait).

Près de 80 % du lait est issu de structures sociétaires (GAEC, EARL). 20 % des vaches laitières sont localisées dans des exploitations de plus de 100 têtes. La concentration de l'offre s'opère actuellement au bénéfice des bassins traditionnels de production, dont le Grand-Ouest.

« La France est probablement le pays européen qui a le plus gros potentiel de développement dans les décennies à venir en raison des ressources fourragères disponibles (le cheptel de vaches laitières a baissé de près de moitié en trente ans) et d'un niveau d'intensification plus modéré que dans les pays concurrents du Nord. Dans un marché intérieur saturé, le développement de l'offre passe désormais par une amélioration des performances commerciales, surtout à destination des pays non européens en forte croissance de consommation (dont l'Asie et l'Afrique) » selon Vincent Chatellier.

Le secteur bovins viande à la recherche d'un second souffle

Troisième zone productrice de viande bovine au monde derrière les Etats-Unis et le Brésil, l'UE se distingue par une baisse prolongée de sa production et de sa consommation et également par un faible niveau d'importations et d'exportations.

Premier pays producteur de viande bovine dans l'UE, la France dispose d'une balance commerciale négative en viande bovine fraîche, réfrigérée et congelée mais positive pour les bovins vivants en raison des exportations de brouillards à destination de l'Italie.

« Ces exportations d'animaux vivants (près de 40 % des veaux mâles issus du cheptel allai-



Laurent Mascaron

▲ Si le cheptel de vaches allaitantes est stable en France, sa localisation évolue progressivement au bénéfice du Massif Central et des zones herbagères.

tant) limitent le potentiel d'abattage et la valeur ajoutée générée par la filière bovine française », a souligné Vincent Chatellier.

Si les Français demeurent les premiers consommateurs de viande bovine dans l'UE (24 kg par an), loin devant les Allemands (13 kg), une baisse se fait ressentir parallèlement à un engouement pour les produits élaborés de volailles et à une modification des modes de consommation (poids de la restauration hors domicile).

Les bovins issus du secteur allaitant entrent de plus en plus en concurrence avec ceux issus du secteur laitier (parfois importés des pays du Nord de l'UE), « 50 % de la viande bovine consommée en France provenant de troupeaux laitiers et les deux tiers dans l'UE ».

De même, la demande croissante de viandes hachées ne permet pas toujours de bien valoriser les filières de qualité.

Si le cheptel de vaches allaitantes reste stable en France (4,1 millions de têtes), sa localisation évolue progressivement au bénéfice du Massif Central et des zones herbagères.

Parmi les 93 000 exploitations avec des vaches allaitantes, 7 000 seulement ont un troupeau qui dépasse 100 têtes. « L'organisation de la filière, la maîtrise technique, l'amélioration de la productivité et la limitation des investissements non générateurs de valeur ajoutée sont des pistes à creuser pour préparer l'avenir » selon Vincent Chatellier.

Promouvoir la qualité et le « *made in France* » font partie des messages à privilégier pour une filière « *condamnée à réussir* » et dans laquelle « le vétérinaire doit prendre toute sa place en raison de ses connaissances lui permettant aussi de constituer un relais de communication efficace vers le grand public », a conclu Vincent Chatellier. ■

* Inra : Institut national de la recherche agronomique.

** Pac : politique agricole commune.